



# L'UNITÉ

**UN OBJECTIF QUI NOUS ENGAGE A NOUS BATTRE POUR LES REGIONALES ET POUR DEVELOPPER LES LUTTES!**

Journal du Cercle Henri Barbusse, de la Coordination Communiste Nord - Pas de Calais, du Cercle Communiste d'Alsace et du Cercle Communiste de Région Parisienne



**Ils nous avaient promis que la crise c'était terminé, cette fois pour de bon.**

Ils disaient avoir compris... qu'il fallait moraliser le capitalisme. Que les banques allaient devoir changer. Qu'ils ne toléreraient plus les excès. Et puis... ça continue comme avant. D'ailleurs comment ça pourrait en être autrement. Le capitalisme n'est pas réformable, il n'a pas de morale. Après avoir spéculé sur les dettes des ménages, après avoir été sauvé par l'argent public, le capitalisme financier cette fois spéculé sur la dette des pays comme la Grèce ou l'Espagne ; des pays qui pour s'en sortir vont faire le choix, comme tous les pays européens, de faire payer encore plus la crise aux travailleurs, tout en réduisant les dépenses publiques. Toujours les mêmes recettes : licenciements, baisse des salaires, privatisations des services publics, attaques contre la protection sociale, recul de l'âge de la re-

traite, baisse des impôts pour les plus riches. Toujours les mêmes qui paient : les plus nombreux, toujours les mêmes qui en profitent : quelques privilégiés. Qu'attendons nous pour changer tout cela, nous ne devons que compter sur nous-mêmes, sur nos luttes, nos combats.

C'est ce qu'ont compris tous les salariés plus nombreux qui choisissent le terrain de la lutte : les TOTAL de Dunkerque, les PHILIPS de Dreux, les IKEA, les PIER IMPORT, les hospitaliers, les SALINS DU MIDI, les SANOFI de Lyon, les infirmières qui refusent de se soumettre à un ordre, les enseignants, les travailleurs sans-papiers... A la désespérance, ils ont préféré le combat pour la dignité.

C'est dans ce contexte social et politique que se déroule la campagne des élections régionales.

A chacune des listes de choisir son camp, unies aux côtés de ceux et celles qui souffrent et qui luttent, ou alors choisir de défendre les intérêts de ceux qui exploitent. Ou alors, toujours s'inscrire comme arbitres impuissants aux commandes des régions et nous promettre le changement pour demain tout en acceptant les recettes du libéralisme. Décider de mettre les régions au service des travailleurs, ou choisir de suppléer aux désengagements de l'Etat tout en subventionnant les entreprises qui licencient.

Les listes « ensemble pour des régions à gauche solidaires, écologiques et solidaires » s'engagent dans une démarche unitaire pour une gauche combative, audacieuse, portant des projets vraiment alternatifs à la logique du système capitaliste en crise. C'est pour accompagner cette démarche d'avenir que le Rassemblement des Cercles Communistes appelle partout à voter pour ces listes, qu'en



La Coordination Communiste Nord Pas de Calais et le Cercle Communiste d'Alsace ont présenté des candidats sur les listes Front de Gauche élargies pour les régionales

Alsace et dans le Nord/Pas-de-Calais le Cercle Communiste d'Alsace et la Coordination Communiste 59/62 participent à ces listes et font campagne pour qu'elles rassemblent le maximum de voix possibles. Pour poursuivre le combat dans les urnes comme dans la rue pour refuser de payer leur crise.

## La crise est-elle vraiment derrière nous?



## Au SOMMAIRE...

**Crise et luttes en France: Pimkie, Total Dunkerque, Continental, Bilan du congrès de la CGT, Sans Papiers, Débat sur l'identité nationale et autres armes de division massive des travailleurs...**

**Impérialisme: Iran, Afghanistan, Palestine, Haïti, Bolivie.**

**Luttes : TOTAL... CONTI... PIMKIE... Sans Papiers...**

# LUTTES

Les luttes se multiplient et s'intensifient ces derniers mois dans les entreprises où les patrons veulent fermer et délocaliser. Les ouvriers se battent partout contre une bourgeoisie qui cherche à leur faire payer la crise du système capitaliste. Chantiers public ici quelques témoignages d'ouvriers et d'ouvrières pris sur le terrain...

## PIMKIE: MULLIEZ DOIT CASQUER!

*Les ouvrières de PIMKIE se sont battues courageusement en occupant les usines de Neuville et de Wasquehal (Nord) pendant les fêtes, sous un climat particulièrement rude, pour obtenir des primes décentes lors du plan de licenciement honteux prévu par la dynastie Mulliez. La prime de 20000 euros a finalement été obtenue au mois de janvier...*

**Sylvie** : Pour le même plan social la filiale Xanaca (groupe Mulliez) en grève pendant trois jours avant nous avait obtenu 20 000 euros de prime extralégale et 2400 euros par année d'ancienneté, pendant que la direction nous proposait pour PIMKIE 10 000 euros et 150 euros par année d'ancienneté. Pendant ce temps, on nous enlève du travail au niveau de l'organisation de nos entrepôts pour le transférer en Allemagne et en Espagne alors qu'ils n'ont pas le personnel, pas les machines qu'on a ici à Wasquehal. Des machines qui leur ont pourtant coûté des millions, répercutés évidemment sur nos salaires, maintenant les camarades sont profondément écœurés.

Le 19 décembre, il y a eu un très gros réassort pour la période des fêtes ; on a donc décidé de tout bloquer. Les délégués syndicaux disaient « les négociations ne sont pas terminées, il faut attendre » mais c'est les ouvrières en colère qui ont imposé la

grève. Tout le monde était à bout de nerf et le mouvement a été général et durable : c'est vraiment les salariées qui font grève, ce n'est pas la CFDT ni FO qui font grève, c'est les salariées !

**Malika** : On bloque les portes jour et nuit, en continu et en se relayant. On a aussi manifesté ; on a bloqué l'autoroute, en manifestant au rond-point de la zone industrielle de la Pilaterie, on a donné des tracts aux automobilistes. Je travaille là depuis 12 ans sur le site de Wasquehal et c'est ma première expérience de grève. C'est une drôle de sensation ; c'est dur, on est tous solidaires et c'est vraiment difficile pour tout le monde...

**Saliha** : On n'aurait jamais imaginé que notre société nous laisserait comme ça sur le macadam pendant autant de jours. La direction est complètement muette et repousse les dates de négociations pour faire pourrir le mouvement. C'est pas seulement les sous qu'on revendique, c'est aussi notre statut social : On a toujours fait en sorte qu'au travail tout se passe bien, l'entreprise pouvait faire des bénéfices, évoluer et on a toujours plié face à leurs demandes. Aujourd'hui quand on apprend que Xanaca part avec des indemnités plus importantes que les nôtres, on s'est senti injustement mis à l'écart et on n'a pas com-

pris. On a toujours fait énormément d'efforts, ça a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Il y a un management spécial qui a été instauré au moment du plan social pour éviter tout mouvement, et ça a encore amplifié la colère des salariées. En plus, ils connaissent la situation économique, ils savent que la plupart des salariées ne sont pas suffisamment qualifiées, qu'on va se retrouver sur le marché du travail face à des jeunes hautement qualifiés, qui recherchent eux aussi un emploi depuis des années, donc il est bien sûr peu probable qu'on puisse retrouver du travail après.

On ne pensait pas en arriver là et être obligé de tenir autant de jours, on pensait que la direction avait quand même un peu d'humanité, mais finalement on s'aperçoit qu'en fait pour eux on n'est que des numéros et rien d'autre.

On sait bien que s'ils commencent à plier pour Pimkie Diramode, ils vont devoir plier aussi pour les autres après : on sait très bien que les restructurations ne s'arrêteront pas là et que d'autres groupes seront touchés, c'est pour ça qu'ils refusent le dialogue. Nous, on ne fait pas ça pour s'amuser, on est toutes des mères de famille, on délaisse un peu nos enfants et nos maris, on a toutes envie de se retrouver chez soi ; on paye cher tout ça en tout cas... C'est encore à nous de nous battre !

**Les pimkie en grève illimitée exigent**



**L'EMPIRE DES MULLIEZ DOIT CASQUER!**

Souvenirs de militants et sympathisants de la Coordination aux côtés des camarades de PIMKIE en lutte...



# TOTAL-EMENT SCANDALEUX!

**Après l'annonce par la direction de TOTAL de la fermeture de la raffinerie des Flandres, la grève des camarades dunkerquois a retenti dans tout le pays. Retour sur une lutte actuellement suspendue après les récentes négociations...**

**Chantiers :** Peux-tu nous résumer quels sont les enjeux de cette lutte ?

**Marcel Croquefer (UL CGT Dunkerque) :** C'est un combat de David contre Goliath, c'est très difficile, mais l'enjeu est tellement important ! Les sous-traitants sont jetés dehors comme des malpropres, les travailleurs du site lui-même à qui on propose des reclassements bidon, et c'est aussi l'enjeu du dunkerquois : La raffinerie des Flandres, c'est 20% de l'activité portuaire. Tous les services du port lui-même vont être mis en difficulté, et l'attractivité de Dunkerque elle-même va en souffrir. C'est le déclin industriel brutal, le déclin de Dunkerque en tant que bassin d'emploi. Une véritable catastrophe...

Et au-delà de tout ça, la fermeture de la raffinerie, c'est l'importation des produits raffinés depuis l'étranger et les prix qui vont s'envoler avec l'indépendance énergétique du pays pour le profit d'actionnaires qui n'en ont rien à faire des travailleurs et de l'industrie locale, et qui pourront à l'étranger raffiner sans normes environnementales.

**Chantiers :** Les populations locales réagissent comment ici à cette lutte ?

**M. C. :** Le centre ville est très bourgeois et ne

nous soutient évidemment pas, et les petits commerçants d'ici ne comprennent pas encore qu'ils vont eux-mêmes souffrir de cette fermeture annoncée. Par contre dans toute la communauté urbaine les soutiens sont très très forts. Les gens trouvent anormal et scandaleux qu'un groupe aussi riche que Total, 120 milliards sur 10 ans quand même, puisse licencier comme ça impunément.

**Chantiers :** Du côté des autres boîtes, quel soutien ?

**M.C. :** On a essayé de maintenir le rythme d'une manifestation par semaine ici avec nos camarades du pôle Chimie. Et les soutiens syndicaux et politiques se sont développés.

Les salariés de Total eux-mêmes sur la raffinerie des Flandres n'étaient pas du tout habitués à lutter. Depuis 20 ans il n'y a pas eu beaucoup de bagarres chez nous. Mais en un mois les « moutons » se sont transformés en lions ! La radicalisation s'est installée comme ça.

Du point de vue syndical, il faut saisir l'occasion qui nous est donnée à travers cette lutte de s'unir pour attaquer le pouvoir en place, ce monde de la financiarisation à outrance représenté par Sarkozy depuis qu'il a fêté sa victoire au Fouquet's...

J'ai entendu il n'y a pas très longtemps au congrès de la CGT qu'on se mettait dans l'erreur en pensant qu'on pouvait mettre ce pays en grève... Bien sur que oui on peut mettre ce pays en grève si on a la volonté et si on l'exprime, et si on organise une vraie résistance. Il faut qu'on

se réapproprie l'espace de lutte y compris sur le terrain politique, et renouer avec les programmes de luttes qui ont permis à nos parents de conquérir tous les acquis que nous voulons défendre aujourd'hui.



**Christophe de Margerie, raffineur licencieur,**



**TOTALEMENT VRAI!**

## CONTINENTAL: LA LUTTE POUR LA RELAXE DES 6 CAMARADES POURSUIVIS PAR LA JUSTICE DE CLASSE

**Un patron qui brise la vie de centaines de famille, c'est légal. Par contre, la colère des ouvriers contre l'Etat et le patronat à la préfecture d'Amiens quand ces derniers trahissent tous leurs engagements, pour la justice de classe, c'est illégal évidemment! Une lutte exemplaire, massive, tenace, solidaire et victorieuse. Les 6 camarades ont obtenu la relaxe des peines de prison... Témoignages de syndicalistes dans la manif de soutien à Amiens en janvier dernier.**

**Guy Pottiez (CGT Renault Douai) :** Nous sommes solidaires de nos camarades de Conti qui subissent les conséquences de la crise du capitalisme par la fermeture de leur entreprise, et qui sont injustement punis par la justice bourgeoise pour avoir lutté. D'un côté on a des patrons voyous qui s'en sortent impunément alors qu'ils laissent des milliers de travailleurs sur le carreau, par contre quand c'est des travailleurs qui luttent pour la pérennité de leur entreprise, on les sanctionne et on les condamne. C'est inadmissible.

L'enjeu est de taille et ils veulent marquer les esprits avec cette condamnation : la crise n'est pas derrière nous mais devant nous ! On vient d'apprendre chez nous qu'à Flins, on risque de perdre la fabrication de la Clio 4 au profit d'une usine en Turquie. On est en train de dézinguer notre tissu industriel sur le territoire. A Sandouville, même perspective avec la Velsatis et la Laguna. Et on vient d'apprendre que le gouvernement, conjointement avec la direction de Renault, fait du chantage en disant aux travailleurs « si vous voulez que la production reste en France, les salariés

vont devoir faire un effort également » et cherche à baisser le coût du travail qui serait trop élevé en France, avec toute la série de reculs sociaux que ça va engendrer. Bref, concernant la crise, on va maintenant véritablement rentrer dans le dur.

Et face à cela on a une direction confédérale CGT qui mise visiblement sur les négociations plutôt que sur l'action, et ça, ça nous pose un problème... Nous, il faut qu'on arrête de tergiverser et foncer dans le tas parce qu'il y a urgence. Concernant Renault par exemple, on a toujours été pour sa renationalisation. Avant on nous disait « la privatisation de Renault va rien changer pour vous »... C'est tout le contraire qui s'est passé ; à Douai on est passé de 7000 à 5300 en terme d'effectifs, les salaires n'ont fait que



baisser, les prix sont de plus en plus aléatoires. Quand on privatise une entreprise, c'est obligatoirement des reculs sociaux à la clé. Nous on a toujours revendiqué la renationalisation de notre entreprise, même si à l'époque où Renault était nationalisée ce n'était pas la panacée non plus évidemment !

**JP Delannoy (USTM CGT 59) :** La situation est extrêmement grave au niveau national avec la crise, avec 400 à 500 000 travailleurs qui ont été virés en 2009 et

sans doute plus encore en 2010. Xavier Mathieu et les camarades de Continental, sont un symbole de cette bataille : il est plus que nécessaire qu'on réunisse tous les travailleurs victimes de licenciements pour organiser la riposte. On est malheureusement loin d'avoir atteint la fin de la crise, et la seule alternative c'est la lutte de tous les travailleurs sur des questions, de classe et de masse : l'unité d'action à la base, plutôt que d'attendre passivement des unités de sommet épisodiques pour des grèves sans lendemain tous les trois ou quatre mois.

En 2008 et plus encore en 2009 on a vu les profits des patrons et actionnaires exploser : la prime à la casse a profité à un certain type d'activité mais certainement pas à la classe ouvrière, tout simplement parce qu'à la recherche du profit maximum, on se sert des différences de masse salariale pour exploiter encore un peu plus les travailleurs des pays de l'Est par exemple aujourd'hui. Il est donc plus que nécessaire de revoir l'ensemble du système et de le changer ! Imposer un autre système que celui qui nous est imposé actuellement.

**Lionel Dammaretz (UL CGT Arras) :** Il faut lutter contre la répression syndicale comme il faut lutter contre les licenciements. La crise n'est pas « derrière

nous » ; elle est peut être derrière les banques, mais elle est bien devant nous ! Il suffit de regarder ce qui se passe à Dunkerque aujourd'hui, dans la région de l'arrageois, la plupart des boîtes sont au chômage technique, depuis six mois pour certaines, ça n'a pas

repris... La misère s'installe et la crise est encore bien présente chez nous, a priori si on ne fait rien contre pour encore quelques années à mon avis. La seule solution c'est de lutter, occuper et faire payer ceux qui ont des ronds, pour que nous la classe ouvrière on puisse s'en sortir un mieux. Il faut rappeler que même si beaucoup de luttes tournent autour des primes de licenciements, les plans sociaux ce n'est pas la solution non plus. Il faut occuper, faire tourner les machines, produire et nationaliser. Aujourd'hui notre combat il est là. Les solutions proposées par notre direction ne sont évidemment pas les bonnes ; proposer une grève d'une journée tous les trois mois ça

peut pas être une solution. Ce qu'il faut c'est une plateforme revendicative de haut niveau, sur les retraites, sur les nationalisations ou les renationalisations des entreprises comme Renault, les Eaux, La Poste. On exige la relaxe pure et simple des Conti : ceux qui devraient être devant les tribunaux c'est les patrons. C'est eux qui détruisent l'emploi et qui créent la misère, c'est eux qui devraient être condamnés et non les 1100 camarades qui vont se retrouver sur le carreau avec leur famille. Aujourd'hui, c'est la justice de classe qui s'exprime, aux ordres du patronat et du gouvernement avec des médias à la botte, etc.



Manif d'Amiens (13/01/10) - Secrétaires de Fédérations CGT, dirigeants FSU, SUD, politiques: PCF, PG, NPA, LO, etc. Mais qui donc manque au tableau dans cette lutte syndicale nationale de premier plan, hautement symbolique pour la classe ouvrière? Un indice en lisant l'article ci-dessous...

## Congrès CGT: Jean Pierre Delannoy, SG USTM CGT 59-62 et opposant à Bernard Thibault fait un premier bilan...

**Chantiers :** Quel est ton sentiment sur le dernier congrès de la CGT dans le contexte de crise que nous vivons actuellement ?

**JP Delannoy :** Le congrès est à l'image de la situation dans laquelle nous vivons, c'est à-dire que nous avons une direction confédérale qui soit est complètement déphasée, soit a fait le choix de ne pas écouter la base, la souffrance de la base. Un tel congrès était une occasion inespérée de permettre à cette base de s'exprimer, d'être écoutée et qu'on prenne en compte leurs exigences revendicatives. Malheureusement ça n'a pas été le cas.

**Chantiers :** Tu as présenté ta candidature à ce congrès face à Bernard Thibault ; comment ça s'est passé ?

**JP Delannoy :** L'objectif était de créer un débat contradictoire sur les orientations, les enjeux revendicatifs et la stratégie de lutte. Ce débat contradictoire, on a essayé de le pousser au maximum, et en même temps on a cherché à y rendre visible une contestation qui grandit de jour en jour. Or jusqu'à présent dans l'histoire de la CGT, jamais une deuxième candidature n'a été proposée, mais on a été amenés à la faire cette fois-ci parce qu'on a tout simplement l'impression que la souffrance des gens à la base n'est plus prise en compte. C'est

pour cela qu'on a proposé cette candidature. Et en même temps, ça a permis de rendre visible cette contestation et de créer un espoir sur l'avenir de la CGT, qui doit être resituée sur des objectifs de classe visiblement abandonnés par l'actuelle direction confédérale.

**Chantiers :** Quelle expérience as-tu tirée de cette candidature pour préparer l'avenir ? Quels enseignements pour le courant révolutionnaire CGT ?

**JP Delannoy :** Evidemment un congrès ça se prépare, notamment le mandatement avant le congrès pour permettre l'expression de cette base en colère au sein du

congrès. L'ambition est juste, l'organisation, c'est bien sûr plus difficile ; c'est les réformistes qui ont l'outil, le manche... Sur 982 délégués, 750 vivaient là leur premier congrès et objectivement, ils étaient forcément formatés, même si la responsabilité principale vient de la direction confédérale, dans sa façon particulière d'organiser, de mandater et de préparer le congrès. D'ailleurs, le mandatement était bouclé au mois de septembre 2009 alors que personne à cette date n'avait reçu les documents du congrès ; donc la plupart des délégués sont allés au congrès sans vraiment en connaître la teneur ! Ca montre un peu dans quelles circonstances a eu lieu ce congrès... avec beaucoup de stress, de pressions aussi parce que visiblement tout

a été fait pour nous ignorer.

**Chantiers** : Des signes d'espoir pour l'avenir du syndicalisme en France ?

**JP Delannoy** : L'espoir aujourd'hui, c'est évidemment les luttes à la base. Mais en même temps nous devons être du côté des salariés qui se battent pour leurs revendications et leur offrir des perspectives ; si un jour ça vient à péter, si la colère explose à l'échelle du pays, nous on pourra dire qu'on sera là à côté d'eux. Ils savent qu'il existe une contestation organisée prête à prendre le manche et à les aider à porter leurs revendications le plus haut possible.



**Nantes**: Notre camarade Patrick prend la parole, brandit la plateforme revendicative du LKP et la compare au document du congrès...

## Travail, Famille, Patrie, Sarkozy...

**Burqa, mosquées, candidate voilée, auvergnats, drapeaux algériens, marseillaise... de faux débat en faux débat, les valeurs de Vichy éclipsent celles du Front Populaire**

« Et au coeur de notre projet pour la France, il y a la valeur **travail**, la valeur du travail. C'est dans la **famille** qu'on transmet la morale et les principes de vie commune. On fait de la politique par amour de sa **patrie** »

Ces trois phrases ne sont pas extraites d'un discours de Pétain ou Laval, mais bien du discours de Xavier Bertrand au Conseil National du Mouvement Populaire le 28 Novembre 2009, pour appuyer le lancement du « grand » débat sur l'identité nationale.

### Un retour aux valeurs et aux méthodes de Vichy...

Depuis que Brice Hortefeux a inauguré son Ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale, par une Conférence européenne sur l'immigration à **Vichy** en Novembre 2007, jamais les valeurs du gouvernement qui y a siégé de 1940 à 1944 n'auront été autant au centre des débats imposés par les classes dominantes à la société française.

Cette « droite décomplexée » agit sur plusieurs axes, à commencer par l'**institutionnalisation des valeurs de Vichy** au plus haut niveau de l'état. La création du « Ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire » qui protège l'identité nationale en luttant contre les immigrés, n'a rien à envier au « Commissariat général aux questions juives » créé par Pierre Laval en 1942. La famille, venue se greffer au ministère du travail pour créer l'inédit « Ministère du Travail, des Relations sociales, de la Famille, de la Solidarité et de la Ville » de Xavier Darcos, et voilà « Travail, Famille et Patrie » propulsés sur le fronton de nos Ministères. On y cherche en vain une référence à la liberté, l'égalité ou la fraternité. D'autre part, le lancement par l'état français d'un « grand » débat sur l'identité nationale en Novembre 2009, en pleine crise, est une démarche presque ouvertement xénophobe au regard des



grands thèmes officiellement proposés : Travail, Famille, Patrie (évidemment), fierté, carte d'identité, sang, tradition, drapeau, musulmans (avec un S, ils sont beaucoup !), Burqa, étranger, ... Le deuxième axe de cette droite décomplexée est **de distiller quotidiennement ces valeurs au travers du discours politique**. Sous couvert de références approximatives à Jaurès, Jean Moulin, Guy Moquet, Sarkozy avait déjà bien préparé le terrain lors de sa campagne de 2007, avec des phrases telles que « Dans la République française, il y a 2000 ans de chrétienté que nous avons intégrée à la morale laïque française », « la France on l'aime ou on la quitte », « le travail c'est la liberté » (Arbeit macht frei en allemand). Obéissant à la voix de leur maître, les dociles Bertrand, Hortefeux, Besson, et consorts rivalisent d'imagination pour asséner quotidiennement des phrases telles que « *Comme il faut sortir notre drapeau. Si nous le gardons dans notre poche, comment s'étonner ensuite que certains en sortent un autre !* ». C'est d'ailleurs cette réorientation politique qui a permis à Philippe de Villiers et son Mouvement pour la France, de rallier en Août 2009 les rangs de l'UMP, tirant ainsi un peu plus le mouvement vers l'extrême droite. Le troisième axe est **de créer et d'orchestrer la polémique pour banaliser la xénophobie et plus particulièrement**

l'**islamophobie**. Sous Pétain, on caricaturait le Juif, le métèque, l'africain, sous Sarkozy les exemples équivalents sont légion. Rappelons notamment le fameux « *C'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes* » de Brice Hortefeux en parlant des auvergnats basanés, et le non moins savoureux « *Moi, ce que je veux du jeune musulman, quand il est français, c'est qu'il aime son pays, c'est qu'il trouve un*

*travail, c'est qu'il ne parle pas le verlan, qu'il ne mette pas sa casquette à l'envers* » de Nadine Morano lors d'un débat sur l'identité nationale le 14 décembre 2009. Sans oublier la promotion de l'islamophobe anti-arabe Philippe Val à la tête de France Inter, et qui fut directement nommé par Sarkozy en avril 2009, mais aussi l'importation du débat suisse sur la construction de nouvelles mosquées, ou bien encore l'invention du débat sur le port de la Burqa début 2010, qui était quasiment inexistant en France... A chaque fois, on éteint les flammes pour la « gauche bien pensante » tout en soufflant sur les braises pour rendre l'UMP sympathique aux yeux de l'extrême droite.

Le quatrième axe, certainement le plus violent, est **l'application d'une répression sociale et ethnique sans garde-fou**. Même si tout le monde est maintenant sûr que ce n'était pas pour gagner plus, Sarkozy n'a jamais caché son intention de nous faire travailler plus. Sous Pétain, on interdisait les syndicats, sous Sarkozy on casse le mouvement syndical, on réprime les syndicalistes, on s'attaque au droit du travail, aux 35h, aux statuts de la fonction publique, on repousse l'âge de la retraite, on autorise le travail le dimanche, bref, on accentue l'exploitation silencieuse des masses et on « réhabilite la valeur travail ».

Sous Pétain, la loi du 27 septembre 1940 relative aux « étrangers en surnombre dans l'économie nationale » permettait de les priver de la protection du droit du travail et de les expulser s'ils avaient perdu leur emploi, sous Sarkozy, le petit milicien zélé Eric Besson a battu tous les records d'expulsions en 2009 : il ne devait expulser que 27.000 étrangers et a finalement réussi à en expulser 29.288. Mais il aura fallu pour cela transformer toute la France en centre de rétention, démanteler des organismes de protection comme la Cimade, pourchasser les enfants de sans-papiers jusque dans les écoles, arrêter des centaines de milliers de personnes au faciès, rafler des sans-papiers aux quatre coins du pays, même s'ils travaillent en France, s'ils ont une famille en France, ou si leur pays d'origine est en guerre, comme l'Afghanistan. Il aura également fallu réduire sévèrement le nombre de renouvellements de cartes de séjour, afin de créer plus de nouveaux sans-papiers à expulser.

**... pour camoufler les effets de la crise du capitalisme et imposer la paix sociale**

L'objectif du président, de son gouvernement, et des classes dominantes avec lesquelles ils sont mariés, est triple :

**Flatter la France pétainiste**, boulangiste ou lepeniste selon les époques, et chouchouter son électorat d'extrême droite, qui lui a été si précieux en 2007, comme il pourrait l'être en 2012, Occuper l'espace médiatique de faux débat en faux débat pour **éviter de ne parler que des conséquences dramatiques de la crise du capitalisme**, que les classes populaires payent si chèrement et si violemment (délocalisations, fermetures, casse des services publics, de la protection sociale, du droit du travail, des retraites...), quand d'autres savourent leurs primes à l'abri de leur confortable bouclier fiscal.

**Diviser la France « d'en bas »** sur des critères de religion, d'état civil ou même de faciès. Le musulman, le sans-papiers ou simplement le basané est ainsi pointé du

doigt et désigné comme le plus grave danger mettant en péril la république. La recette est ancienne en politique française, mais elle est malheureusement toujours payante, tantôt pour la droite, tantôt pour le PS.

**Sarkozysme n'est pas fascisme, mais...**

Le capitalisme n'a pas encore poussé son dernier soupir, et ce n'est que quand la bourgeoisie n'a plus d'autre alternative, comme à la fin des années 30 en France ou en Allemagne, qu'elle choisit d'abandonner la démocratie bourgeoise libérale au profit de régimes plus autoritaires tels que le fascisme, afin de conserver sa position dominante.

Attention donc de ne pas cependant qualifier de manière abusive le sarkozysme de fascisme, car c'est objectivement faux, et qu'à force de qualifier n'importe quel système de fasciste, on risque de ne pas le reconnaître si les classes dominantes sont amenées à y recourir pour éviter une révolution.

On peut se référer à l'excellente définition du fascisme qu'a donné le camarade Georgi Dimitrov:

« Le fascisme est une dictature terroriste, ouverte, des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier »

Comme nous l'avons vu, les éléments les

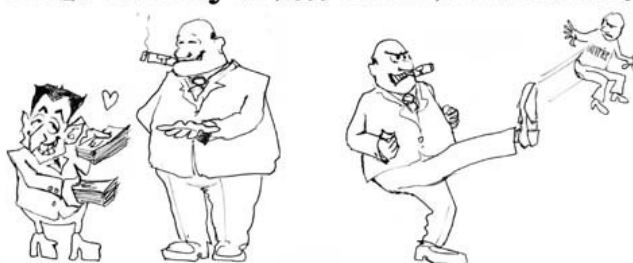
plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capitalisme financier ont maintenant un cadre pour s'exprimer sereinement et officiellement (au moment même où le communisme est criminalisé à l'échelle de l'Europe).

Le caractère dictatorial du pouvoir sarkozyste n'est certes ni terroriste, ni ouvert, et n'est donc pas fasciste (si c'était le cas, cet article ne pourrait certainement pas être rendu public) mais on peut le qualifier à certains égards de fascisant :

- diabolisation du bouc-émissaire musulman, du communisme, du syndicalisme...
- banalisation de l'omniprésence de la police et de l'armée dans notre espace public, vigipirate aidant,
- méthodes terroristes pour traquer les sans-papiers (rafles de Calais...), l'extrême gauche (affaire Julien Coupat)...
- fusion des renseignements généraux et de la DST, utilisation du fichage à des fins répressives avec la mise en place de l'EDVIRSP (Exploitation documentaire et valorisation de l'information relative à la sécurité publique), qui succède à EDVIGE, la dimension sécurité en plus,
- centralisation des pouvoirs dans les mains du président ou de son gouvernement servile (nominations et révocations des présidents de médias publics, des présentateurs de JT, des journalistes de presse écrite, des juges d'instruction...)
- glorification du chef, auquel tous les ministres, tels des perroquets, prêtent toutes les vertus, citant son nom, son prénom et son poste 2 à 3 fois par phrase ; « le président Nicolas Sarkozy a dit... »
- arbitraire de quasiment toutes ces décisions, et contrôle direct sur des décisions en dehors de ses attributions (candidature de Jean Sarkozy à l'EPAD, acharnement contre Villepin...)
- négligence de la démocratie quand il impose le traité de Lisbonne par la loi alors que les français l'avaient rejeté par référendum.

## le sarkozysme en 2 leçons

Plus de moyens... moins d'effectif!



Plus d'effectif... moins de moyens!



**Contre ces faux débats qui divisent, contre les valeurs de Vichy, contre la xénophobie et l'islamophobie d'état, contre la répression sociale et ethnique, luttons contre la fascisation de la France et mettons la lutte des classes au centre du débat public et politique !**

**Un article du CCRP**

Notre journal paraît à raison de 4 numéros par an. Il livre au lecteur progressiste, communiste, militant, des articles d'analyse, d'information, sur le plan local, national et international, ainsi que des informations régulières concernant les activités et initiatives de notre organisation...

**PROFITEZ DE CE NUMÉRO POUR VOUS ABONNER!**

Chèque à l'ordre de la Coordination Communiste - 10 euros = 6 n° / Coordination Communiste, BP 51, 59007 Lille CEDEX  
coordcommuniste@numericable.fr

## Ministère de la Régularisation de Tous les Sans-Papiers et la manifestation nationale du 9 janvier 2010

### DES ACTIONS QUI INVITENT TOUS LES TRAVAILLEURS, FRANÇAIS ET IMMIGRÉS, AVEC OU SANS-PAPIERS, À REJETER TOUTE DIVISION ET À REGROUPER LEURS FORCES CONTRE LE PRINCIPAL ENNEMI DE CLASSE

Plus d'un mois après l'envoi des critères au Ministère de l'Identité Nationale, ce dernier n'a toujours pas répondu aux nombreux et incessants appels téléphoniques des Collectifs des Travailleurs Sans-Papiers qui réclament et attendent la mise en place d'une commission mixte en vue de l'élaboration de la circulaire permettant la régularisation de la situation administrative des milliers de Travailleurs Sans-Papiers dont ils ont les dossiers. Fatigués et gravement déçus par de nombreuses et incessantes promesses non suivies d'effet et face à la montée de la colère des Travailleurs Sans-Papiers, qui ont cru à la parole donnée de l'Etat, le Ministère de la Régularisation de Tous les Sans-Papiers, la Coordination Nationale des Sans-Papiers, les Collectifs des Sans-Papiers et les organisations démocratiques ont appelé à la manifestation du 9 janvier 2010, avec comme objectif-cible le Palais de l'Élysée, lieu où se prennent toutes les décisions.

Partis du Boulevard d'Ornano à Paris à 14 heures, les 4000 Travailleurs Sans-Papiers ont atteint la Place de la Madeleine à 18 heures, lieu de prises de parole, négocié avec la Préfecture de Police. Malgré le froid particulièrement rigoureux, la manifestation était singulièrement dynamique, animée par une équipe d'une cinquantaine de Sans-Papiers du CSP59 venus de Lille pour l'occasion. Y prenaient également part de nombreux CSP, comme le CSP Kurdes et Turques avec plus de 900 Sans-Papiers venus en grand renfort. L'itinéraire et la cible, en l'occurrence l'Élysée, sont une réponse du Ministère de la Régularisation de Tous les Sans-Papiers au silence méprisant du Ministère de l'Immigration, de l'Identité Nationale, de l'Intégration et du Développement Solidaire.

Pour rappel, le 10 octobre 2009, à l'appel du Ministère de la Régularisation de Tous les Sans-Papiers, plus de 10.000 Travailleurs Sans-Papiers sont descendus dans les rues de Paris pour exiger leur régularisation. La mobilisation a concrètement payé, car juste avant le démarrage de cette manifestation, le Ministre de l'Immigration, sourd, méprisant et arrogant, au départ, a lui-même proposé une audience au Ministère de Régularisation de Tous les Sans-Papiers.

Depuis le vendredi 17 juillet 2009, la Coordination 75 des sans-papiers (CSP75), soutenue par la CGT nettoierment, l'Union locale CGT du 18e, Solidaires, Attac, le NPA, les Verts et plus de 400 Soutiens occupent les locaux de la CPAM installés sur un plateau de 5000m<sup>2</sup>, au 14 rue Baudelique, 18<sup>ème</sup> Arrondissement de Paris. La Coordination des Sans-Papiers75 et les Collectifs des Sans-Papiers Parisiens créent LE MINISTERE DE LA REGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS. Fin novembre, le Ministère enregistre plus de 3000 dossiers de demande de régularisation. Au 14, rue Baudelique, la vie s'organise et les manifestations se succèdent avec très souvent plus de 4000 manifestants Sans-Papiers. La Coordination Nationale des Sans-Papiers qui apportent son soutien total à cette lutte travaille activement à l'unité des luttes entre les Collectifs des Sans-Papiers et les organisations syndicales et démocratiques françaises, tâche prioritaire pour commencer à renverser le rapport de forces et imposer des reculs à ce gouvernement.

L'entrée en jeu du directeur de cabinet de Besson lui-même au cours d'une nouvelle audience fixée au 20 novembre 2009, montre clairement que le rapport de forces était en train de changer. Au cours des discussions avec le directeur de cabinet, les délégués des Collectifs, ont fait valoir leur qualité de représentants légitimes des Travailleurs Sans-Papiers, au même titre que les syndicats qui ont négocié les critères ayant servi de base à l'élaboration de la circulaire Besson du 24 novembre 2009. Cette réunion du 20 novembre a débouché sur un engagement verbal du directeur de cabinet, d'organiser une table ronde entre les experts du Ministère de l'Immigration et les Délégués des Collectifs des Sans-Papiers en vue d'étudier ensemble les critères de régularisation proposés par les représentants des Sans-Papiers.

Ces critères ont fait l'objet des discussions entre la Coordination Nationale des Sans-Papiers, le Ministère de la Régularisation de Tous les Sans-Papiers et les différents Collectifs. Une fois validés, ils ont été transmis par courrier au Ministère de l'Identité avec une demande de rencontre. Ces critères, visent la régularisation des 10.000 Travailleurs Sans-Papiers dont les dossiers ont été déposés dans les différents Collectifs. Ils sont de deux ordres : ceux que les Collectifs considèrent comme définitivement acquis, conformément aux engagements issus des audiences du Ministère de l'Identité : la régularisation des 300 Travailleurs Sans-Papiers du Boulevard du Temple, le retour et la régularisation de NDIAYE DJIME, Travailleur Sans-Papiers malien expulsé, et enfin le droit des Collectifs à présenter et défendre les dossiers des Sans-Papiers en Préfecture, argument contre argument. La deuxième catégorie des critères constitue pour les Collectifs une base pour le réexamen des situations des Sans-Papiers. Il s'agit de : la défense du droit d'asile, l'insertion, la solidarité, la citoyenneté, la durée de présence, la vie privée et familiale, le travail, la solidarité, la citoyenneté, la promesse d'embauche, le projet professionnel, les victimes des licenciements, la maladie et les raisons humanitaires, la remise d'un document permettant de sécuriser les personnes dont les dossiers sont en cours d'instruction, les étudiants.

Au moment où nous mettons sous presse, une nouvelle réunion a eu lieu au Ministère de l'Immigration avec quelques représentants des Collectifs au moment même où une importante manifestation des Travailleurs Sans-Papiers se rendait à la Préfecture. Comme toutes les autres, cette réunion n'a rien donné de concret. Les Travailleurs Sans-Papiers restent déterminés à poursuivre leurs actions à la veille des élections régionales. Un grand meeting politique est programmé pour le samedi 20 février 2010 au 14, rue Baudelique. Le Ministère de la Régularisation de Tous les Sans-Papiers, la Coordination Nationale et les CSP appellent à une nouvelle manifestation nationale le 6 mars.

Après la malheureuse bavure commise par des nervis de la CGT en expulsant les Travailleurs Sans-Papiers qui occupaient la Bourse du Travail, rue Charlot depuis le 2 mai 2008, le moment est venu de

En janvier 2008, les Travailleurs Sans-Papiers du Restaurant de la Grande Armée déclenchent un premier mouvement de grève, soutenus par la CGT et Droits Devant. Aussitôt, d'autres Travailleurs Sans-Papiers sortent de l'ombre et occupent leurs lieux de travail. Brice Hortefeux jusque-là intransigeant capitule en rase campagne et édicte une circulaire dont les critères permettent la régularisation d'un millier de Travailleurs Sans-Papiers. Cette circulaire dont l'application était extrêmement limitée laisse sur le carreau de nombreux Travailleurs Sans-Papiers en lutte sur les piquets de grève. La Coordination des Sans-Papiers75, en pointe sur cette lutte et forte des milliers des Travailleurs Sans-Papiers dont elle a la direction, entraîne des milliers de Sans-Papiers à la Bourse du Travail rue Charlot, le 2 mai 2008 et occupe les lieux. Cette occupation est selon la CSP75 une façon de mettre la CGT, qu'elle soupçonne d'avoir UN ENGAGEMENT secret avec HORTEFEUX sur la régularisation d'un nombre limité des Sans-Papiers qui répondent aux critères précis prédéfinis, devant ses responsabilités. Elle justifie cette occupation, particulièrement active sur les fronts des piquets des Travailleurs Sans-Papiers, par le fait que la CGT et DROITS DEVANT, qui ont été reçus par le cabinet Hortefeux alors Ministre de l'Immigration, n'aient pas associé les CSP75 aux discussions. Ceci semble en effet extrêmement choquant qu'il y ait un deal entre les organisations représentant les travailleurs Sans-Papiers et le Cabinet Hortefeux. Pour la CSP75, il est évident que le deal a consisté en ce que la CGT obtienne 1000 régularisations et calme le mouvement. Pour preuve la CSP75 est allée à la Préfecture avec 100 dossiers. Refus de la Préfecture : aller voir la CGT.

Le 24 juin 2009, des nervis de la CGT évacuent la Bourse du Travail à la baston.

mettre fin aux querelles de chapelle qui minent le mouvement de lutte. Quelle que soit l'ampleur atteinte par la désastreuse désunion entre les syndicats des travailleurs (en particulier la CGT) et les Collectifs des Sans-Papiers (CSP75), il est plus que temps d'y mettre un terme. Les faits ont suffisamment démontré que le gouvernement a su tirer profit de ces dissensions et rouler tout le monde dans la farine avec sa circulaire Besson, écran de fumée. Encore une fois, il est essentiel de comprendre ce que Karl Marx voulait dire quand il écrivait : « les travailleurs à peau blanche ne peuvent s'émanciper là où les travailleurs à peau noire sont marqués au fer rouge ». La marque de fer rouge imprégnée dans la peau des noirs par le système capitaliste à travers le système bien développé d'oppression nationale et raciale qui les place au bas de son échelle, affaiblit, divise et souvent rend inefficace la lutte de tous les travailleurs, en particulier la lutte des travailleurs à peau blanche. L'unité est aujourd'hui une condition nécessaire pour vaincre SARKOZY et nous le pouvons tous ensemble.



# La signification de la crise de l'endettement grec

une hausse de la fiscalité et une hausse importante de l'âge du

Alors que depuis plusieurs mois le gouvernement Sarkozy et les autres gouvernements européens annonçaient percevoir le début d'une sortie de crise, voilà que l'euro connaît sa plus grande chute depuis sa création. A l'origine de celle-ci se trouve la crise de l'endettement de l'état grec pouvant le conduire à la faillite. Rappelons l'historique de cette crise grecque.

Les deux conditions essentielles pour l'entrée dans l'Union Européenne et dans la zone euro sont d'une part de ramener le déficit public en dessous du seuil de 3 % du Produit Intérieur Brut (P.I.B.) et de limiter la dette publique à 60 % du PIB. C'est sur la base de ces deux seuils correspondant aux intérêts Allemands que s'est construit le seuil de confiance en l'euro sur les marchés financiers. Chaque éloignement de ces seuils imposés par l'Europe signifie que les états qui doivent emprunter sont soumis à des taux d'intérêts en augmentation. Il a suffi que le nouveau gouvernement grec avoue les fraudes statistiques massives du gouvernement précédent pour que la crise de l'euro s'enclenche. Le fait que le gouvernement Papandréou avoue que le déficit public réel n'est pas de 6 % comme l'affirmaient les statistiques antérieures mais de 12 % du

PIB a suffi à faire grimper les taux d'intérêts pour les emprunts du gouvernement grec à 10 ans sur le marché à 6 %.

La Grèce n'est pas le seul pays dans cette situation. Les spéculateurs financiers ont même inventé un mot pour désigner les prochains pays susceptibles d'être rapidement touchés par une crise de l'endettement : le PIGS (Portugal, Irlande, Grèce, Spain). Viennent ensuite des pays comme la Belgique, l'Italie et la France.

Tous les efforts de l'Europe s'orientent vers l'objectif de redonner confiance aux marchés afin qu'ils recommencent à prêter aux états plus facilement. Concrètement cela signifie une austérité massive susceptible de faire croire en une baisse drastique du déficit public. Ainsi le gouvernement grec qui a un déficit public de 12.75 % du PIB en 2009 annonce vouloir le ramener à 8.5 % en 2010, 5.6 % en 2011 et 2.8 % en 2012. Le gouvernement français pour sa part déclare vouloir revenir à l'équilibre budgétaire en 2013 alors même que cet équilibre n'était pas réuni avant la crise. Pour atteindre ces objectifs, il faut imposer à une vitesse rapide une baisse du pouvoir d'achat, une réduction des dépenses publiques, donc de l'emploi public et des aides publiques aux plus pauvres,

départ à la retraite. Cette thérapie de choc est celle qui a été imposée par le FMI aux états du tiers monde avec le résultat que l'on sait : misère et pauvreté.

Le capital financier après avoir obtenu que ses banques soient sauvées par de l'argent public (c'est-à-dire par une hausse du déficit public et de la dette publique) fait maintenant payer ce déficit aux peuples par le biais d'une austérité sans précédent que l'on justifie par le besoin de faire baisser l'endettement. C'est dire le mensonge de l'affirmation d'une sortie rapide de la crise. En fait, une sortie momentanée de la crise suppose soit de sortir de l'euro, soit de baisser massivement le niveau de vie et les acquis sociaux des salariés européens. Nous disons momentanée car à l'origine de la crise se trouve le déséquilibre entre les capacités de production de la société qui n'ont jamais été aussi importantes et ses capacités de consommation qui sont limitées par la baisse de la part des salaires (et la hausse de celle du profit) dans la répartition du revenu national.

**Pour stopper la crise il nous faut sortir de l'euro, pour la faire disparaître définitivement il faut supprimer le capitalisme!**

## Sommet de Copenhague:

## Pas une défaite... Une double victoire!

Pour bien comprendre quels étaient les enjeux du sommet de Copenhague en décembre dernier, il faut replacer l'événement dans le double contexte de la crise générale du capitalisme mondial et du développement d'un « tiers-monde » de moins en moins soumis aux puissances

impérialistes occidentales. Sous l'égide de l'ONU, ce sont clairement ces dernières qui ont demandé, organisé et mené ce sommet contre le « réchauffement climatique », pour obtenir 1) au nord, de nouveaux débouchés industriels permettant de repartir de plus belle dans la recherche effrénée du profit maximum avec le consentement de consommateurs devenus « écocitoyens » par le travail idéologique acharné de nos médias en faveur du salvateur « capitalisme vert », 2) au sud, des accords permettant de freiner le développement gênant de puissances émergentes comme la Chine ou l'Inde et de limiter par la même occasion les luttes des pays dominés pour leur indépendance économique vis à vis du nord.

On parle aujourd'hui d'un sommet « qui n'aurait servi à rien », on dit qu'il y aurait eu « beaucoup de bruit pour rien », que Copenhague s'est soldé par un « échec »... Mais tout dépend du point de vue dans lequel on se place : pour les organisateurs occidentaux, lourdement affaiblis par la crise et qui ont cherché par ce sommet « moralisateur » à dissuader les futurs rivaux de l'hémisphère sud de s'industrialiser davan-

tage, ce fut effectivement un échec...

En revanche, si on se place du point de vue des peuples de l'hémisphère sud qui ont depuis de trop longues décennies subi l'exploitation coloniale, néocoloniale des bourgeoisies occidentales, qui ont contribué douloureusement et malgré eux notamment par la dette à ce que les classes moyennes de l'hémisphère nord améliorent leur niveau de vie, le sommet de Copenhague a été l'occasion d'une véritable victoire : l'impérialisme en crise économique et politique ne réussit plus à désunir la croissance chinoise et les continents asiatique, africain et sud-américain. L'intervention du président vénézuélien Hugo Chavez à ce sommet a été l'un des points forts de cette victoire. Celui-ci a désigné la responsabilité du système capitaliste lui-même dans le développement des problèmes sociaux et écologiques présents et à venir de l'Humanité, démontré que les puissances impérialistes n'ont pas d'ordre à donner aux pays du sud, mais au contraire une dette gigantesque envers ces derniers, pour les siècles d'exploitation barbare des hommes et des richesses de la Terre.

Vis-à-vis des travailleurs des pays occidentaux, le piège idéologique de la culpabilisation écologiste n'a pas fonctionné non plus : malgré le consensus UMPS sur la question en France, La pilule de la scandaleuse taxe carbone n'a pas été avalée par les travailleurs. Les gouvernements ne parviennent pas à duper les

## Le capitalisme a fait suffisamment de victimes



**Epargnons les futures générations de ce péril!**



peuples sur le fait que nous serions tous, patrons et travailleurs, dans le même bateau pour sauver « ensemble » la planète, et la propagande écologiste ne parvient pas à freiner l'explosion des luttes sociales consécutives aux délocalisations et à la destruction organisée des industries nationales.

L'arme de propagande était pourtant très perfectionnée, tenue par un organisme intergouvernemental nommé GIEC et relayée par tous nos médias unanimes. Ce consensus apparent n'a pas su empêcher le développement des doutes sur l'hypothèse du réchauffement climatique d'origine humaine. Plusieurs scientifiques, souvent éminents et renommés comme le géophysicien Vincent Courtillot en France, émettent de sérieux doutes sur la solidité d'une telle hypothèse : S'il est vrai que le climat s'est fortement réchauffé des années 60 aux années 90, il faut maintenant expliquer la baisse relative de la température de surface terrestre de 1998 à aujourd'hui (baisse que les savants du GIEC reconnaissent et appellent pudiquement

la « pause climatique récente ») pendant que le taux atmosphérique de CO2 supposé déterminer en première position le réchauffement climatique global... continue d'augmenter ! Aucun journaliste de bas étage, qu'il se nomme Yann Artus Bertrand ou Nicolas Hulot, n'est de taille à contredire sérieusement les scientifiques et climatologues non affiliés au GIEC, et leurs films de propagande antichinoise financés par les patrons du CAC 40 n'ont heureusement pas eu le succès escompté en salle.

On sait qu'en science, la distance de la communauté scientifique vis-à-vis des politiques et des financiers garantit souvent l'impartialité et l'objectivité ; Ce n'est pas le cas au GIEC, organisme de savants essentiellement financés par les gouvernements impérialistes et qui multiplie aujourd'hui les « affaires » (la dernière en date a mis en évidence le truage des données qui ont fait dire au GIEC que les glaciers de l'Himalaya présentaient un recul anormal. Le président du GIEC a récemment reconnu

« l'erreur » tout en cherchant bien sûr à la minimiser...).

Que le réchauffement climatique d'origine humaine soit une hypothèse vérifiable ou non à moyen terme, nous savons qu'il existe par ailleurs bien d'autres catastrophes écologiques immédiates touchant les populations les plus pauvres de notre planète, ceux de la pollution, de la répartition de l'eau, de la déforestation, et qui n'ont pourtant suscité, malgré l'urgence, aucun sommet mondial... La question écologique ne peut donc être mise à l'écart au prétexte qu'elle est aujourd'hui instrumentalisée par la bourgeoisie à la recherche des idées qui les servent, comme le rappellent à juste titre les dirigeants cubains et vénézuéliens par exemple, mais il faut garder à l'esprit que cette question ne trouvera de réponse fiable et globale qu'une fois que nous nous serons débarrassés de cette « anarchie de la production » (Marx), le système capitaliste, qui l'a posée !

## IRAN : les enjeux de la propagande impérialiste

Par le CCA

Depuis des années, l'Iran fait l'objet d'une campagne de propagande médiatique visant à le présenter comme une dictature et un Etat terroriste menaçant l'Europe et les USA. Cette propagande répond aux objectifs des impérialistes et s'attaque à l'Iran sous plusieurs angles.

Quand Israël veut isoler la résistance palestinienne de ses soutiens iraniens, les médias nous parlent de l'antisémitisme présumé du président iranien Ahmadinejad et présentent la solidarité avec le peuple palestinien comme une atteinte à l'Etat d'Israël.

Quand les américains et les européens veulent contrôler le pétrole du Moyen-Orient et s'attaquer au développement économique des chinois, les médias nous disent que les iraniens, qui ravitaillent la Chine en pétrole, veulent se doter de l'arme nucléaire et nous en menacent.

Alors, sur le modèle des « révolutions oranges », qui ont permis l'installation de gouvernements pro-occidentaux dans les anciens pays du camp socialiste en Europe (Serbie, Géorgie, Ukraine...), les impérialistes soutiennent des mouvements d'opposition interne pour déstabiliser le gouvernement iranien. C'est particulièrement le cas depuis la réélection d'Ahmadinejad.

Les progressistes du monde, à l'image de Chavez, doivent se positionner sur cette question qui touche à l'intérêt des peuples en lutte contre l'impérialisme.

### L'Iran antisioniste, pas antisémite !

Régulièrement accusé d'antisémitisme par les médias occidentaux, Ahmadinejad développe simplement une position claire sur l'état d'Israël. Son discours à Durban II, lors de la conférence internationale contre le racisme, ne contenait aucune trace de négationnisme ou d'antisémitisme, contrairement à ce que les médias occidentaux ont affirmé. Mais il est clair quant à son attaque contre la politique d'extermination du peuple palestinien par les différents gouvernements israéliens.

Actuellement, 25 000 juifs environ vivent en Iran, c'est la plus grande minorité juive au Moyen-Orient. Le député juif iranien Morris Motamed assure qu'il y a une tolérance profonde en Iran pour les juifs. Il ajoute que l'Etat finance le culte, 300 000 dollars pour les juifs de la capitale et qu'il y a également des écoles juives. Enfin, la communauté juive dispose d'un représentant au parlement. Morris Motamed critique par ailleurs le double langage des occidentaux qui permettent à Israël, au Pakistan et à l'Inde d'avoir la bombe nucléaire, mais pas à l'Iran. Sedighpoor, 61 ans, juif iranien dit ce qu'il pense des slogans « Mort à Israël ». « Laissez-les dire 'mort à Israël', a-t-il répondu. Je suis dans cette boutique depuis 43 ans et je n'ai jamais eu de problèmes. J'ai rendu visite à des proches qui habitent en Israël, mais quand je vois ce qui s'est passé à Gaza, je manifeste comme un Iranien. » Ce qu'il nous faut constater c'est que la juste indignation qu'a provoquée le massacre de Gaza ne s'est jamais transformée en insultes ou en violences contre les juifs.

En outre, le quotidien israélien *Ma'ariv* nous informe que les juifs iraniens refusent catégoriquement les allocations offertes par Israël pour émigrer vers Israël. Morris Motamed estime pour sa part que ces offres sont insultantes pour les juifs iraniens. Notons enfin que la majorité de la population juive iranienne soutient Mahmoud Ahmadinejad et a voté pour lui à la dernière élection présidentielle. On pourrait espérer que la situation des palestiniens soit aussi bonne sur leur terre.

### L'Iran indépendant énergétiquement

Alors que l'Iran mène depuis longtemps des recherches dans le nucléaire civil, les impérialistes l'accusent de vouloir fabriquer des armes nucléaires. C'est sous le régime du Shah d'Iran, mis en place par les américains, avant la révolution de 1979, que ces recherches ont commencé.

L'indépendance énergétique de l'Iran est un facteur important de sa souveraineté nationale

et les recherches iraniennes ne posent problème aux impérialistes que depuis que l'Iran ne se soumet plus à leur diktat. Et alors que la prolifération d'armes nucléaires est un danger pour la paix mondiale, les mêmes impérialistes n'ont pas eu l'air de s'émouvoir que tour à tour Israël, l'Inde et le Pakistan acquièrent la bombe atomique. Ces gouvernements sont alignés sur les occidentaux et cela n'est donc pas un hasard.

L'Iran a le droit à un programme nucléaire civil et militaire s'il le souhaite, comme tous les états souverains.

Concernant ce programme nucléaire iranien, l'affaire Clotilde Reiss, dont nous avons tant entendu parler en France, est révélatrice. Cette soi-disant étudiante, partie en Iran pour enseigner le français, a été accusée d'espionnage par les autorités iraniennes. Qu'apprend-on sur son parcours ? Qu'elle a effectué un stage sur les technologies nucléaires à la direction des applications militaires du CEA (Commissariat à l'Energie Atomique) peu avant de partir en Iran. Qu'elle est par ailleurs étudiante en sciences sociales et qu'elle part donner des cours de français dans une université de technologie à Ispahan près des centres iraniens d'enrichissement d'uranium. Et enfin, qu'elle se fait arrêter à Téhéran (à plus de 300 km d'Ispahan) lors des manifestations de l'opposition alors que son visa était déjà expiré.

Une fois de plus on peut observer le « deux poids, deux mesures » de la propagande impérialiste : les musulmans présents en France sont des espions ou des terroristes potentiels à contrôler et à surveiller, mais les espions français à l'étranger sont d'innocents étudiants persécutés par des dictatures.

### L'Iran antilibéral

Le crime d'Ahmadinejad pour les occidentaux c'est sa vision de l'Etat: pour lui, l'Etat doit intervenir dans l'économie. C'est pour cela que ses électeurs sont les travailleurs, les

paysans et les ouvriers, car ils bénéficient des aides de l'Etat et de la politique économique mise en place. Ce n'est pas le cas des réformistes comme Moussavi soutenu par l'Occident et qui proviennent de ce qu'on appelle la « bourgeoisie du Bazar », une bourgeoisie qui existe depuis très longtemps dans les pays islamiques. Elle est composée des producteurs artisans qui se sont largement enrichis sous le règne du Shah. Aujourd'hui, certains d'entre eux sont très riches comme Moussavi, Rafsandjani ou Khatami. On les appelle « réformistes » non parce qu'ils ont des idées progressistes mais parce qu'ils veulent réformer l'Etat à la manière des libéraux occidentaux avec moins d'intervention de l'Etat et plus de privatisations. Cela leur permettra d'accroître leurs profits. Tel était l'enjeu principal des dernières élections et la plupart des Iraniens, qui ne s'y sont pas trompés ont voté pour Ahmadinejad au lieu du libéral Moussavi.

L'idée que les élections ont été truquées vient de la propagande menée pour marginaliser Ahmadinejad et le remplacer par un gouvernement pro-occidental. L'idée de fraude n'est pas sérieuse. La Fondation Rockefeller a financé un sondage d'opinion deux semaines avant les élections : Ahmadinejad était donné vainqueur à trois contre un.

Les manifestations qui ont suivi la réélection d'Ahmanidejad ne sont donc pas un mouvement démocratique, mais un mouvement réactionnaire organisé, soutenu et financé par les occidentaux. C'est un mouvement qui est

l'expression des intérêts de classe de la « bourgeoisie du Bazar » et non pas des masses populaires.

### L'Iran anti-impérialiste soutenu par les progressistes

Pour les progressistes, il ne doit pas faire de doute que la propagande impérialiste n'a qu'un but : préparer la guerre avec les peuples qui refusent la domination de l'Occident. C'est à ce titre qu'Hugo Chavez, président du Venezuela, entretient de bons rapports avec l'Iran ainsi qu'avec la Chine et la Russie. Chacun de ces Etats respecte la souveraineté des autres et n'intervient pas dans leurs affaires internes. Au contraire des Etats impérialistes qui n'hésitent jamais à se mêler des affaires des autres pour assurer leurs intérêts. Quitte à le faire à coup de menaces, de chantages et de bombardements si ça ne suffit pas. Car les menaces et les violences, notamment des Etats-Unis, notamment contre l'Iran, sont les mêmes que celles d'hier contre le Venezuela : le coup d'Etat fomenté contre Chavez par une soi-disant opposition démocratique soutenue par les chaînes de télé avait été en réalité préparé aux USA.

Pour le camp progressiste, il faut soutenir l'anti-impérialisme partout dans le monde. Il faut prendre acte du fait que si l'Iran tombe dans les mains des impérialistes, la situation des progressistes partout dans le monde s'en trouvera affaiblie car le camp impérialiste renforcé.

Rappelons-nous ce que Lénine disait lors de la guerre impérialiste de 14-18 au sujet de l'Afghanistan : « la lutte de l'émir afghan pour l'indépendance de l'Afghanistan est objectivement une lutte révolutionnaire, malgré les conceptions monarchistes de l'émir et de ses partisans car elle affaiblit, désagrège et sape l'impérialisme. Cependant que la lutte des démocrates et des « socialistes » à tout crin, des révolutionnaires et républicains tels les Kerenski et Tséretelli, Renaudel et Scheidemann, Tchernov et Dan, Henderson et Clynes [aujourd'hui, il faudrait les remplacer par les sociaux-démocrates Mitterand, Strauss-Kahn, Blair, etc.] pendant la guerre impérialiste (pour la défense de la patrie) était une lutte réactionnaire, car elle avait pour résultat de maquiller, de consolider, de faire triompher l'impérialisme » (Lénine cité par Staline dans *Question nationale et coloniale*, p.180-182).

La défense du droit des pays et peuples à la souveraineté et à l'indépendance nationale est l'enjeu majeur de la question iranienne. Le caractère révolutionnaire anti-impérialiste du mouvement national n'est pas déterminé exclusivement par l'existence d'éléments prolétariens mais aussi et avant tout par le sens, les objectifs et les revendications démocratiques et anti-impérialistes du mouvement en présence.

Tous les progressistes doivent par conséquent lutter ensemble contre les projets de guerre impérialiste contre l'Iran !

## Afghanistan : l'impérialisme étasunien persiste et signe...

C'est lors d'une conférence à l'académie militaire de West Point que Barack Obama a dévoilé sa « vision » de la guerre menée en Afghanistan. En décidant d'envoyer 30 000 soldats supplémentaires (en plus des 21000 déjà envoyés en mars dernier) et en exhortant la coalition Otanesque à emboîter le pas, Obama répond ainsi favorablement à la demande du général McChrystal et plus largement au lobby militaro-industriel étasunien. L'occupation du pays par près de 150000 soldats de l'OTAN, a accru la paupérisation du peuple afghan.

C'est donc un aveu d'échec cinglant de la politique menée par les Etats-Unis et leurs alliés car cette guerre n'avait-elle pas été initiée pour anéantir « Al Qaida », rendue responsable des attentats du 11 septembre 2001 ? Or à quoi assistons-nous sur le terrain ? Les Etats-Unis et l'OTAN, sous prétexte de vouloir exporter leur modèle démocratique, contre la volonté des peuples s'il le faut, se heurte à une résistance

qui, depuis longtemps, n'a de lien ni de près ni de loin avec Al Qaida.

Après avoir délogé le régime taliban, les impérialistes lui ont substitué un homme aux ordres - Hamid Karzai- qui a mis en place un régime gangréné par la corruption et le clientélisme. Lors des dernières élections, celui-ci n'a été réélu qu'au prix de fraudes massives ! Bel exemple de démocratie ! Cette « démocratie » imposée par les armes n'a pas pour autant changé la situation concrète du peuple afghan, qui, avec des milliers de morts (en majorité des civils), de plus plongé dans une situation sanitaire et sociale exécrable, paie un lourd tribut.

C'est pourquoi une grande majorité du peuple afghan est de plus en plus hostile à ce qu'il juge comme une armée d'occupation. C'est pourquoi également, toute résistance à cette occupation attire la sympathie des afghans et en l'occurrence, les talibans représentent actuellement la résistance la plus organisée sur le terrain. Pour preuve de cette résistance croissante, l'impressionnante armada dépêchée par l'OTAN. Hostiles également, les afghans le sont à l'égard du régime Karzai, vu au mieux comme un corrompu et un clientéliste perpétuant le clanisme tribal, au pire comme un agent des forces d'occupation. Cette dernière semble confortée par le plan Karzai, qui a reçu l'agrément de l'OTAN et qui envisage entre autres une période de transition (et donc de présence des armées d'occupation) jusqu'en 2015 au minimum. Pourtant, dans son allocution à West Point, Barack Obama prévoyait un début de retrait des forces américaines dès 2011 ! L'objectif fixé serait de mener de front le combat contre la « rébellion » tout en instaurant un semblant de « développement social ». Or ces pratiques déjà usitées au Vietnam par les USA mais également par la France en Algérie ont eu l'issue inéluctable que l'on connaît : aucune force ne peut rien contre la volonté d'un peuple !

Sortir du pétrin irakien, pour mieux s'embourber en Afghanistan, telle semble être la politique

d'Obama ! Il est vrai qu'en Irak, les forces du capital étasunien ont déjà fait leur marché et qu'il s'est implanté de manière durable aux travers notamment de l'exploitation des hydrocarbures. En Afghanistan, au-delà des intérêts économiques (notamment pour les ressources en gaz mais pas seulement...), des préoccupations d'ordre géopolitique animent les ambitions des impérialistes de l'OTAN : maîtriser la sphère d'influence de la Russie mais également de la Chine, qui, fidèle à sa politique de coopération économique, voit ses échanges avec l'Afghanistan se développer. L'Afghanistan représente également une position géographique intéressante permettant d'isoler l'Iran à l'Est, et pourquoi pas une base stratégique en cas de conflit, ce qui n'est pas une hypothèse farfelue au regard des tendances belliqueuses du couple Obama-Sarkozy vis-à-vis de ce pays.

Cependant le conflit Afghan semble de plus en plus diviser les valets des américains engagés dans l'OTAN : en premier lieu, le Canada qui envisage de retirer ses troupes mais également les Pays-Bas où le gouvernement est également divisé sur la question.

Quant à la France, c'est la politique du ni-ni qui semble l'emporter : ni retrait ni forces supplémentaires. « Faut-il rester en Afghanistan ? Je réponds "oui". Et rester pour gagner » dit Sarkozy. Mais gagner quoi ? Quel est l'intérêt du peuple de France dans cette guerre ? Au moment même où le capitalisme en crise conduit en France à des licenciements massifs, à des fermetures d'usines, à des attaques en règle contre les services publics, au démantèlement progressif des acquis sociaux, peut on rester les yeux fermés face à la guerre déclarée et imposé au peuple Afghan ? Doit on laisser aller mourir pour une cause qui n'est pas la nôtre ces jeunes soldats, qui si ils s'engagent, le font essentiellement par nécessité, pour survivre ?

**Cette guerre n'est pas la nôtre. OTAN, hors d'Afghanistan !**



# La « malédiction » d'Haïti, c'est l'impérialisme revanchard!



Les images de désolation et de mort suite au tremblement de terre qui a frappé Haïti font dire et répéter : « *quelle malédiction frappe le pays le plus pauvre du monde* » ? Dans un extraordinaire élan de compassion et de solidarité, chacun(e) essaye de faire quelque chose et cherche une explication à la dite « *malédiction* ». Là, le parallèle avec l'Afrique, autre lieu de « *malédiction* » d'où sont originaires les descendants d'esclaves Haïtiens, vient tout de suite comme une « *évidence* » à l'esprit. En effet, ici réside la force inconsciente de la propagande idéologique impérialiste aujourd'hui, colonialiste hier et esclavagiste avant-hier : « *les peuples opprimés sont dominés en raison de la mission civilisatrice des classes dominantes du mode de production capitaliste* », ce que le poète président Léopold Sédar SENGHOR avait décliné sous la formule tristement célèbre : « *la colonisation est un mal nécessaire* ». Et voilà que pour se distinguer M. A. WADE, l'actuel Président du Sénégal dépoussièrera les reliques Garveyistes du « *retour des esclaves noirs affranchis d'Amérique sur la terre africaine de leurs ancêtres* » comme « *remède à la malédiction de nos frères de race Haïtiens* ». A. WADE veut rééditer, sans le savoir peut-être, le sionisme noir que l'impérialisme US avait organisé en créant le LIBERIA à la fin du 19ème siècle comme Etat prétendument « *indépendant* », mais lié à la puissance impérialiste montante étasunienne.

Ces lectures conscientes ou inconscientes restent marquées par le racisme et l'aliénation qui caractérisent le façonnement des rapports entre dominants et dominés et la division des peuples qui caractérisent l'époque de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme.

## Seconde République d'Amérique et première République noire indépendante

Voilà la grande contribution du peuple Haïtien à l'histoire d'émancipation des peuples avec la naissance du mode de production capitaliste et sa première phase de mondialisation. En effet, **c'est en 1793 que fut abolie pour la première fois l'esclavage par les esclaves eux-mêmes**. Sous la direction de l'esclave Toussaint LOUVERTURE, les 400.000 **nègres marrons** d'Haïti chassèrent les 30.000 esclavagistes, les soldats Espagnols et Anglais qui menaçaient l'île et mirent en échec 50.000 soldats de Napoléon qui tentèrent de rétablir l'esclavage avant que Jean-Jacques DESSALINES, autre esclave, n'inflige une défaite cuisante à la bataille de Verrières aux armées napoléoniennes et ne proclame en 1804 l'INDEPENDANCE de HAÏTI. Dès lors Haïti devait subir un blocus et un harcèlement provocateur permanent de la part l'impérialisme esclavagiste et colonialiste Français et européen.

En 1825, une nouvelle expédition militaire de 14 navires de guerre envoyés par le roi de France CHARLES X devait imposer au président Jean-Pierre BOYER l'échange de la reconnaissance de l'indépendance formelle du pays contre la dette par laquelle Haïti devait indemniser les esclavagistes Français : « *art.2. les habitants actuels de la partie française de Saint-Domingue verseront à la caisse fédérale des dépôts et consignations de France, ..., d'années en années ..., la somme de cent cinquante millions de francs, destinée à dédommager les anciens colons qui réclameront une indemnité ... art.3. Nous concédons, à ces conditions, ...aux habitants actuels de la partie française de Saint-Domingue, l'indépendance pleine et entière de leur gouvernement ...* (Ordonnance du 17 avril de l'an de grâce 1825) ».

C'est ainsi qu'au 19ème siècle fut inaugurée la mise en place du système néo-colonial fondé sur la dette contre l'indépendance nominale avec le versement par Haïti de 30 millions de francs-or durant cinq ans, somme équivalente au budget de l'état français d'alors et correspondant à une rançon payée par les Haïtiens de 21 milliards de dollars de nos jours.

Pour s'acquitter de cette « *dette d'indépendance* », Haïti fut contraint d'emprunter le premier versement de 30 millions de francs-or aux banques françaises qui fixèrent le taux d'intérêt à 6 millions de francs-or. Ce fut le début du système spoliateur d'endettement des ex-colonies qui perdure jusque de nos jours avec les diktats du Fonds Monétaire International (FMI), de la Banque Mondiale et de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) notam-

ment sur les pays d'Afrique. L'économie Haïtienne passa peu à peu de l'agriculture esclavagiste de plantation à l'agriculture d'exportation commerciale pour la maintenir dans la dépendance économique.

## L'entente et la rivalité entre impérialismes Français et Etasunien contre le peuple

Au 19ème siècle Haïti était déjà un enjeu majeur pour les USA qui avaient obtenu, tout comme Haïti l'indépendance par la lutte armée, mais qui maintenaient le système esclavagiste chez eux jusqu'à la guerre de sécession en 1865. Ainsi JEFFERSON président des USA, parlant de Haïti, a pu déclamer sa haine de « *cette peste indépendantiste et anti-esclavagiste de nègres qui ont pris leur indépendance par les armes* ». Et en 1914 au moment où tonnaient en Europe les canons de la guerre inter-impérialiste pour se repartager les colonies, l'impérialisme étasunien débarquait à Haïti pour l'occuper jusqu'en 1934. Haïti devint une néo-colonie du café et du sucre pour les USA.

La résistance farouche incarnée par le martyr Haïtien Charlemagne PERALTE devait obliger les Yankees à se retirer non sans avoir imposé l'abrogation de l'article de la constitution qui interdisait à des étrangers de posséder des entreprises monopolistiques à Haïti. Ententes et Rivalités vont dorénavant rythmer la mainmise des impérialistes franco-étasunien et canadiens sous la dictature fasciste des DUVALIER père et fils et des '*tontons macoutes*' qui vont faire passer Haïti dans les griffes des recettes néolibérales des plans d'ajustement structurel du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale. La dette Haïtienne équivalait à la somme de 900 millions de dollars, exactement la fortune volée par les tyrans DUVALIER exilés dans des palais dorés en France. La liquidation de la filière nationale de production de riz et de production du porc 'créole' mettra fin à l'autosuffisance alimentaire de Haïti. Combinée à la déforestation massive et à l'installation des '*maquilas*' (entreprises d'assemblage pourvoyeuses d'une main d'œuvre non qualifiée), Haïti fut transformé par l'exode rural massif vers Port-au-Prince, la capitale, et l'émigration vers les USA, le Canada et la France en « *pays le plus pauvre d'Amérique* ».

En 1991, le prêtre Jean-Bertrand Aristide, partisan de la théologie de la libération répandue en Amérique du sud, prit le chemin de la résistance, mais il fut renversé neuf mois après son élection par un putsch franco-étasunien et canadien. Les USA le ramènent 10 ans après, en 2001, au pouvoir pour duper et calmer le peuple en colère. Et voilà qu'en 2004, à l'occasion du bicentenaire de la révolution anticoloniale et anti-esclavagiste de la première république noire indépendante, celui que les impérialistes pensaient avoir dompté se met à réclamer à l'état Français le remboursement des 21 milliards de dollars extorqués au 19ème siècle. Pour cet acte courageux Aristide est à nouveau chassé par une expédition militaire de la France, des USA et du Canada. Il est littéralement kidnappé et détenu un moment au Centrafrique, une des 10 bases militaires Françaises en Afrique, avant d'être expulsé en Afrique du Sud jusqu'aujourd'hui. L'expédition militaire putschiste franco-étasunienne et canadienne a été ensuite déguisée en présence militaire Onusienne sous le nom de MINUSTAH.

Utiliser le séisme pour l'occupation militaire de Haïti et viser Cuba

## Utiliser le séisme pour l'occupation militaire de Haïti et viser Cuba

L'Argentin Adolfo ESQUIVEL, prix Nobel de la paix, qualifiait fort justement la MINUSTAH élargie à des soldats des pays d'Amérique du Sud « *d'intervention sous-traitée par les Etats-Unis* ». L'armada de plus de 10.000 soldats US qui débarquent en même temps que « *l'aide d'urgence humanitaire* » suite au tremblement de terre qui a frappé Haïti montre que les impérialistes n'hésitent sur rien de tout pour assouvir leur insatiable soif de domination et d'exploitation. La position stratégique de Haïti dans la mer des Caraïbes face à Cuba



est une occasion rêvée pour les USA dans leur projet de contre révolution anti-cubaine.

Il s'agit ici de compléter le dispositif mis en place par la présence renforcée de bases militaires US en Colombie au nombre de sept, au Pérou, au Honduras où le Président légal et légitime a été renversé par un coup d'état, au Panama, etc. Sont visés par cet encerclement militaire qui ne dit pas son nom : Cuba, Venezuela, Bolivie, Equateur, Nicaragua, Salvador, en fait toutes les expériences de gauche progressistes anti-impérialistes et antilibérales et l'ALBA (alternative panaméricaine bolivarienne).

Le prétexte invoqué pour l'envoi de la soldatesque yankee est « l'insécurité, l'acheminement de l'aide d'urgence », sauf que Haïti a été frappé à plusieurs reprises par des cyclones dévastateurs dans une indifférence quasi totale de la soi-disant « communauté internationale ». Fidel CASTRO parle avant le séisme de « quatre cyclones et tempêtes qui ont causé 900 morts, laissé 800.000 sinistrés et détruit la maigre infrastructure civile du pays ». La prétendue « inexistence de l'Etat » de ce petit pays de 27.750 km<sup>2</sup> et une population de 9 millions d'habitants en 2009 de même que la misère sont les conséquences de l'acharnement des impérialistes contre ce peuple héroïque et martyr depuis plus de 200 ans. L'ampleur de la catastrophe actuelle est utilisée par l'impérialisme US pour s'attaquer à la souveraineté nationale chèrement acquise du peuple Haïtien. Am-

pleur du désastre humain et matériel qui résultent avant tout des politiques de sous-développement imposées à Haïti par l'impérialisme.

L'essence politique revancharde du traitement réservé à Haïti par les puissances impérialistes est dénoncée ainsi par l'écrivain Uruguayen Eduardo GALEANO : « **L'histoire de l'acharnement contre Haïti, qui de nos jours prend des dimensions tragiques, est aussi l'histoire du racisme dans la civilisation occidentale** ».

Voilà pourquoi la solidarité internationaliste que nous devons au peuple héroïque et martyr Haïtien doit exiger : - l'annulation de la soi-disant dette Haïtienne – le remboursement des 21 milliards de dollars payés par Haïti à l'Etat Français pour qu'il reconnaisse son indépendance – la réparation par les USA de son occupation de Haïti durant plus de 20 ans – le remboursement par le fasciste DUVALIER réfugié en France des 900 millions de dollars de deniers publics détournés – le retour du Président légitime de Haïti, le prêtre JB ARISTIDE – l'arrêt de l'occupation militaire de Haïti par les troupes US – le versement intégral de l'argent de la solidarité internationale.

## Marche Internationale pour la Liberté et la levée du blocus de Gaza

27 décembre 2009-2 janvier 2010

Des mois de préparation, d'organisation, de négociations avec les autorités égyptiennes dans un seul but : entrer dans Gaza, par Rafah, ville frontière avec l'Égypte, unique point de passage possible pour briser le blocus criminel qu'Israël, avec ses alliés étasunien et européen, impose depuis des années aux 1,5 millions de Palestiniens de Gaza. Citoyens progressistes, militants d'associations de soutien à la Palestine, responsables politiques, syndicalistes, ce sont près de 1400 Marcheurs, venant de plus de 40 pays qui veulent, par cette **action politique**, apporter leur solidarité au peuple martyr assiégé et victime de crimes contre l'humanité. « Plomb durci », énième opération sioniste de nettoyage ethnique, a « secoué » les consciences et, un an après ce déluge de feu et de bombardements au gaz et à l'uranium dit « appauvri » sur des habitations, des écoles et des hôpitaux, l'idée est née d'organiser une « Marche internationale » avec la population gazaouie, le 31 décembre 2009 : de Gaza ville jusqu'à la « frontière » israélienne au nord, la jonction doit se faire avec d'autres marcheurs internationaux, mais aussi des Palestiniens de Cisjordanie, de Jérusalem, de la Palestine historique (dite de 48), et des anticolonialistes israéliens.

française, forte de 300 marcheurs, rassemblée le 27/12 devant l'ambassade de France au Caire attend les bus (déjà payés à la compagnie) qui doivent les emmener vers la frontière. Les organisateurs de la Marche se rendent au dépôt. Les chauffeurs sont prêts.

C'était sans compter sur l'allié indéfectible d'Israël : la police égyptienne débarque et ordonne à tous de quitter le dépôt. Refus de discuter. Retour devant l'ambassade et annonce de la nouvelle aux marcheurs. Une décision s'impose : blocage de la circulation par l'occupation des voies avec sacs à dos, installation des tentes et sacs de couchage tant que les bus ne nous seront pas rendus. Deux heures de négociations avec la police et l'ambassadeur de France, Son Excellence Jean Félix Paganon, qui marchande et tente de nous convaincre de profiter de la semaine pour faire du tourisme en Egypte !! Deux heures pour faire entendre notre détermination de nous rendre à Gaza, 2 heures pour réaffirmer que l'Égypte n'est pas notre cible, l'Etat sioniste étant seul responsable de cette situation, mais qu'elle a cependant les clés pour nous faire entrer. Deux heures au bout desquelles le chef de la police égyptienne (qui parle français et pour cause, il a été formé en France) nous laisse le choix entre « notre territoire » (comprendre :



le trottoir de l'ambassade) ou les canons à eau qui avancent lentement vers nous. Tout cela avec le faux argument 1000 fois rabâché : Gaza est une zone très dangereuse, c'est pour notre sécurité que le pouvoir égyptien interdit la Marche !

Les autorités égyptiennes, qui avaient par ailleurs « préparé » le peuple à l'arrivée des Marcheurs à coup de propagande dans les médias aux ordres : « Des étrangers risquent de provoquer des troubles, d'atteindre à la sécurité de l'Égypte, de violer sa souveraineté... » ont empêché la « Freedom March ». Moubarak n'a pas manqué d'ailleurs de prouver sa totale allégeance à l'occupant sioniste en recevant, le 30 décembre au Caire,

Confiante, une partie de la délégation

le fasciste Nétanyaou !

Et alors que les autres délégations françaises et étrangères étaient sous surveillance permanente dans leurs hôtels respectifs, les 300 Marcheurs français étaient "assignés à résidence devant l'ambassade de France", sur le trottoir, pendant une semaine, encerclés jour et nuit par des barrières et plusieurs rangées de policiers.

Dès lors, ils n'ont cessé de travailler à rendre visible, de leur trottoir « campement politique », leur présence et à en expliquer les raisons à la population comme aux policiers égyptiens (avec lesquels il n'a pas fallu très longtemps pour fraterniser) : banderoles, drapeaux, slogans, manifestations et chants avec le groupe M.A.P....

Les Marcheurs n'allaient certes pas faire ce cadeau à Israël : mettre en avant le valet plutôt que le maître. Mais pas question non plus de couvrir la politique de collaboration des pouvoirs égyptien et sioniste. Comment, alors, agir dans la capitale égyptienne, sans tomber dans ce piège tendu ? Rencontres et débats quotidiens entre toutes les délégations ont permis d'organiser de multiples actions au Caire tout en poursuivant des négociations avec les autorités égyptiennes. Ainsi, pendant 7 jours, les Marcheurs ont « tenu la rue » égyptienne lors d'**une quinzaine d'actions**

unitaires, pacifiques et internationalistes qui ont eu un écho dans les médias arabes, égyptiens en particulier et qui en ont fait plusieurs fois la Une ; soutien du peuple égyptien qui a partagé notre engagement (nombre de chauffeurs de taxi ont offert la course...) ; soutien surtout des Palestiniens de Gaza qui nous encourageaient à tenir bon, à rester fermes et unis et, tout en regrettant de n'avoir pu atteindre notre but, nous félicitaient d'avoir « agité l'eau du marécage ». Marche aux bougies le long du Nil, manifestation avec les Egyptiens devant la Maison du Syndicat des Journalistes ; rassemblement avec les juristes égyptiens pour dénoncer la visite de Nétanyaou ; six heures de sit-in (après la tentative avortée d'une marche au cœur du Caire, jour où aurait dû avoir lieu la « Gaza Freedom March ») en face du Musée national,

six heures pendant lesquelles un meeting international a donné la parole aux dizaines de délégations étrangères - de l'Inde à l'Irlande, en passant par le Canada, les Etats-Unis, l'Italie, la Suisse, l'Ecosse... et bien sûr la Palestine - pour réaffirmer notre solidarité avec le Peuple Palestinien, notre soutien à sa Résistance et, par la voix du représentant du syndicat Cosatu d'Afrique du Sud, la **nécessité du boycott d'Israël** ; avec la présence forte et émouvante de Monseigneur Gaillot et d'Hety Epstein, 85 ans, rescapée des camps nazis et en grève de la faim ; action internationale aussi devant l'ambassade d'Israël (à

échoué même si Code Pink, association étasunienne à l'origine du projet de cette Marche, a négocié avec la femme de Mubarak et obtenu 2 bus « humanitaires » pour entrer dans Gaza.

Quant aux médias occidentaux, silence total sur la Marche internationale bloquée dans la capitale arabe...

Nous restions optimistes et déterminés à briser le blocus et entrer dans Gaza. L'objectif n'a pas été atteint ; n'était-ce pas illusoire de croire que la porte de Rafah allait s'ouvrir, alors qu'un système de canaux égyptiens reliés à la mer sont utilisés pour noyer les tunnels, uniques poutres pour la survie des Gazaouis ? La **construction du mur égyptien**, tout le long de la frontière avec Gaza, **souterrain d'une trentaine de mètres de profondeur** et d'une dizaine de km de longueur, nous avait certes mis en garde contre toute illusion d'un passage facile et rapide. Nous sommes quand même partis parce que nous avions eu des garanties et que la Marche devenait une étape indispensable pour le développement du mouvement international de soutien à la lutte du peuple palestinien.

Les conséquences de l'alliance du pouvoir égyptien avec Israël est un élément important pour comprendre l'échec partiel de

la Marche. Partiel, car la Marche a aussi permis une première action internationale politique d'une telle envergure. Et surtout, la « Gaza Freedom March » n'est pas rentrée les mains vides, elle s'est conclue par un engagement des Marcheurs, traduit dans « La Déclaration du Caire », en réponse à l'initiative de la délégation sud-africaine. Les signataires du texte, « conscients des nombreuses similitudes entre l'apartheid israélien et l'ancien régime d'apartheid en Afrique du Sud, demandent et souhaitent aider à mettre en œuvre un mouvement global de masse, démocratique et anti-apartheid, à agir en pleine concertation avec la société civile palestinienne pour répondre à l'appel palestinien au Boycott Désinvestissement Sanctions contre Israël. C'est bien à cette tâche que les Marcheurs ont commencé à travailler dès

## Démocratie au Proche Orient...



quelques pas de l'ambassade de France), qui se trouve comme son drapeau, au sommet d'un immeuble de plusieurs dizaines d'étages, donc inaccessible et pour cause : le peuple égyptien n'en veut pas ! Un rabbin antisioniste y a rappelé les crimes contre l'Humanité commis par l'Etat sioniste illégitime. La pose d'un immense drapeau palestinien sur l'une des pyramides de Guizeh eut un immense succès...

Mais aussi échec, avec retour forcé au Caire, de plusieurs tentatives individuelles ou collectives d'atteindre Rafah, par tout type de transport possibles et imaginables.

Les Marcheurs s'étaient engagés par écrit : « L'entrée est pour tous les Marcheurs ou pour personne ». Les quelques tentatives de division et de détournement de la Marche ont

# Complot mis à jour en Bolivie...

## Les complots ne sont pas toujours des « théories »!

Un article de Jean Guy Allard, publié dans le journal de nos camarades québécois « L'Aut'journal »

Tandis que les autorités nord-américaines soumettent à des fouilles dites intégrales les voyageurs en provenance de quatorze pays y compris - sans justification aucune - Cuba, les terroristes liés à l'extrême droite d'Amérique latine continuent à trouver refuge en territoire nord-américain.

Le dernier représentant de cette mafia



d'entrepreneurs putschistes latino-américains à se présenter à Miami est l'opposant bolivien de la région de Santa Cruz, Branko Marinkovic, que la justice de ce pays des Andes vient de dénoncer comme principal appui financier et complice de la bande terroriste désarticulée dans ce département en 2009.

Le service bolivien de l'Immigration a confirmé au ministère public que Marinkovic a quitté le pays le 26 juin 2009, de l'aéroport international de Viru Viru Santa Cruz sur un vol dont la destination était Miami, États-Unis.

Le 16 avril 2009, un groupe de l'Unité tactique de la résolution de crise de la police bolivienne a fait irruption dans l'hôtel Las Américas, de Santa Cruz et a surpris un commando paramilitaire recruté et financé par Marinkovic et d'autres conspirateurs. photo : Branko Marinkovic

Les mercenaires européens Eduardo Rózsa Flores (croate), Michael Dwyer (irlandais) et Árpád Magyarosi (roumano-hongrois) ont péri dans l'opération policière. Les terroristes préparaient un attentat pour assassiner le président bolivien, Evo Morales.

Le ministère public bolivien vient d'annoncer que les preuves réunies au cours des derniers mois démontrent la responsabilité de Marinkovic et d'autres entrepreneurs également liés à la trame terroriste.

Selon les enquêteurs, Marinkovic a financé la cellule terroriste composée de Rózsa Flores, Dwyer, Magyarosi ainsi que Mario Tadic, détenu dans l'opération avec le Hongrois Elod Tóasó. Il est prouvé que Marinkovic a remis 200 000 dollars aux terroristes pour l'achat d'armes.

Considéré comme étant l'un des grands propriétaires de terres agricoles de Bolivie, Branko Marinkovic, est né le 21 août 1967 à Santa Cruz de la Sierra. Il est fils d'un nazi oustachi réfugié en Bolivie et a étudié à l'Université du Texas, aux USA.

Marinkovic a aussi financé les éléments sécessionnistes opposés au gouvernement du président Evo Morales, qui ont provoqué de graves inci-

dents en septembre 2006 à Santa Cruz de la Sierra et autres villes de l'est de la Bolivie.

D'origine croate, Rosza Flores, le chef du groupe de mercenaires financé par Marinkovic, a appartenu, en Hongrie où il a résidé, à des cercles liés au parti néonazi Jobbik.

Par ailleurs, on a observé comment une organisation séparatiste dirigée par Marinkovic, le groupe FULIDE, appartient au Réseau libéral d'Amérique latine (RELIAL), financé et orienté par la fondation allemande Friedrich Naumann Stiftung (FNS).

FULIDE a la particularité d'exhiber des croix gammées dans ses manifestations. On sait aussi que le groupe terroriste de Rosza Flores a été conseillé par Jorge Mones Ruiz, capo de UnoAmérica, fondation fasciste associée à la CIA.

De telles organisations d'extrême droite font partie de la toile d'araignée qui réunit divers groupes qui sont apparus au grand jour au cours des derniers

mois, aux côtés des putschistes du Honduras, dirigés par l'entrepreneur Roberto Micheletti.

Entre autres appuis du régime de Tegucigalpa, on a retrouvé le terroriste d'origine cubaine Armando Valladares, associé aux activités de déstabilisation de Marinkovic.

En Bolivie, où il a séjourné, Valladares a agi sous le couvert de l'organisation nord-américaine Human Rights Foundation dont le représentant bolivien, Hugo Achá Melgar, s'est aussi réfugié aux États-Unis après avoir été dénoncé pour sa complicité avec la bande de Rosza Flores.

Au Venezuela, la FNS s'est jointe à l'énorme chœur des organisations de droite alignées sur le Département d'État qui prêchent en faveur de politiques néo-libérales, avec d'énormes budgets fournis par la USAID et la National Endowment for Democracy.

### QUI SOMMES-NOUS ?

Nous sommes des militant-e-s agissant dans différents fronts (syndical, anti-impérialiste, anticolonialiste, associatif,...) avec la conviction que nos luttes et nos revendications ne peuvent être complètement satisfaites dans ce système immonde qu'est le capitalisme. Il doit être renversé par la révolution, qui ouvrira la voie à une société débarrassée de l'exploitation ; la société communiste. Pour nous aider dans ce combat, nous nous appuyons sur la théorie marxiste-léniniste.

Organisé-e-s depuis 1991 au sein du PCF en tant que groupe révolutionnaire opposé à la dérive réformiste de ce parti, nous avons rompu en 2000 avec le PCF et œuvrons depuis à la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire.

*Lisez nos analyses, participez à nos actions, consultez les anciens numéros de notre journal, informez-vous sur notre cycle de formation marxiste-léniniste (un cours par mois)...*

*en consultant notre site :*

[rassemblementcommuniste.org](http://rassemblementcommuniste.org)